



**HAL**  
open science

## 1943 : du Front national au Conseil national de la Résistance

Édouard Sill

► **To cite this version:**

Édouard Sill. 1943 : du Front national au Conseil national de la Résistance. Guillaume Roubaud-Quashie; Valère Staraselski. 100 ans de parti communiste français, Le Cherche Midi, pp.52-53, 2020, 978-6-2-7491-6647-6. hal-04025246

**HAL Id: hal-04025246**

**<https://hal.science/hal-04025246>**

Submitted on 13 Apr 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## 1943

### **Sur le front de l'unité : du Front National au Conseil National de la Résistance**

*La victoire soviétique qui clôt en février 1943 la bataille de Stalingrad fut un événement dont l'importance et les conséquences furent parfaitement comprises par les contemporains. Pour la première fois, une armée allemande capitulait, dans une ville dont le nom avait valeur de symbole. Au même moment, des armées françaises combattaient en Tunisie aux côtés des alliés. D'où qu'elle vienne, la libération tant attendue devait désormais être préparée et le combat contre l'occupant accompagné d'un projet politique commun, en dépit de la pluralité de la Résistance.*

Les délégués qui prennent place autour de Jean Moulin, dans la salle à manger de René Corbin, rue du Four à Paris ce 27 mai, représentent les principaux mouvements de la Résistance ainsi que les partis et syndicats associés. Par cette réunion inaugurale, le Conseil National de la Résistance (CNR) inscrit l'ambition de la Résistance de se doter d'un programme politique et d'une feuille de route communs, sous la direction du général de Gaulle. Une semaine plus tard, le 3 juin, un gouvernement provisoire, le Comité Français de Libération Nationale (CFLN) est intronisé à Alger, suivi en novembre d'une Assemblée consultative provisoire. Dans cette dernière siègent à nouveau des parlementaires communistes, dont André Marty qui quitte alors Moscou. Certains d'entre eux venaient à peine d'être libérés de la prison française où ils étaient détenus depuis 1940. Le Parti communiste est désormais un acteur incontournable et légitime de la Résistance, par la lutte armée mais également et surtout par le biais du collectif unitaire qu'il a initié, le Front National (FN).

Ce dernier, fondé en mai 1941, fut activement relancé à l'automne 1942 puis structuré en février-mars 1943, sur des bases affermiées élargissant l'empreinte du PCF. Cette « maison commune » disposait de ses propres adhésions, constituant un collectif comparable au mouvement unitaire de front populaire d'avant-guerre « Paix & Liberté ». Le FN bénéficia du ralliement de figures extérieures au Parti telles que le journaliste Georges Bidault. Démocrate-chrétien, antimunichois, ancien éditorialiste du journal centriste catholique *L'Aube*, il était alors rédacteur en chef du journal *Combat* et fut placé par Jean Moulin à la tête du Bureau d'information et de presse (BIP), véritable agence de presse de la Résistance. Avec Madeleine Braun, il dirige le Front National dans la zone sud à Lyon, tandis que Pierre Villon (Roger Ginsburger) et Frédéric Joliot-Curie sont chargés de la zone nord. De fait, les collectifs Front National ont regroupé localement des personnalités issues d'une vingtaine de mouvements de la Résistance et de partis couvrant l'intégralité de l'arc politique, sans restriction au recrutement. La stratégie unitaire du PCF fut également portée sur le terrain syndical. Les accords du Perreux du 17 avril 1943 sonnèrent la réunification des deux CGT, se

traduisant par une radicalisation de la centrale, une ferme condamnation de la Charte de travail vichyste et l'entrée de la CGT parmi les mouvements de résistance. La CGT réunifiée et le FN engagent en commun une série d'actions placées à la fois sur le terrain des revendications sociales et sur celui de la lutte contre l'effort de guerre allemand en France, notamment par le sabotage du Service du Travail obligatoire (STO) instauré le 16 février.

Les 18 et 25 mars, les rencontres entre des représentants du FN et de la France Combattante (ex-France Libre) attestent de l'importance acquise par le mouvement unitaire initié par les communistes, d'autant plus que le FN adoptait une position intermédiaire dans les rivalités entre de Gaulle et Giraud. Pierre Brossolette fit alors part du souhait du général de Gaulle de voir le FN s'associer à la constitution d'un organe politique unitaire, un Conseil national de la Résistance. De fait, Le Front national (représenté par Pierre Villon), le PCF (André Mercier, remplacé par Auguste Gillot après sa nomination à l'Assemblée consultative provisoire) et la CGT (Louis Saillant) participent à la fondation du CNR le 27 mai 1943. L'unification des mouvements de la Résistance, entamée en janvier par la fusion en zone sud des Mouvements unis de la Résistance (MUR) subit cependant un coup d'arrêt après l'arrestation et l'assassinat de Jean Moulin en juin 1943 par la Gestapo. C'est à Georges Bidault qu'échut en septembre la présidence du CNR, chargé de l'établissement d'un programme politique pour la Libération. Sous le titre de « Les jours heureux », ce programme sera publié le 15 mars 1944, unique programme commun soutenu par l'ensemble des forces politiques, syndicales et des associations depuis 1789, comme le rappelle Michel Margairaz.

En juillet 1943, le Front National refusera cependant de s'associer à un Comité central des mouvements de la Résistance, privilégiant la voie ouverte par le CNR, plus politique. En effet, certains mouvements, dont le puissant Combat dirigé par Henri Frenay, étaient alors marqués à la fois par un fort rejet des partis politiques en général et une profonde défiance envers le Parti communiste. D'autre part, le CFLN voyait dans le CNR un organisme potentiellement concurrent, avant que les relations ne s'apaisent et que le CNR ne trouve toute sa place et sa légitimité comme institution politique commune de la Résistance intérieure. La prise d'influence politique grandissante du Front National pu susciter l'inquiétude des autres mouvements. Ainsi, en septembre 1943, les patriotes corses principalement organisés dans le FN, dirigé par Arthur Giovoni, et les FTP, encadrés par François Vittori, vétéran des Brigades internationales, entreprennent de libérer l'île en profitant de la capitulation italienne. Cependant, les municipalités issues de l'insurrection, largement dominées par le Front National, durent bientôt céder la place à un processus contrôlé par Alger.

Tandis qu'en décembre 1943 les FTPF se fondent avec les effectifs de l'Armée Secrète dans les Forces Françaises de l'Intérieur (le FFI), le Front National refusait une nouvelle fois de se dissoudre dans un rassemblement contrôlé par Alger, le Mouvement de libération nationale (MLN). Le mouvement communiste français, dont les divers émanations et comités s'étaient

en partie fondus dans le FN, poursuit l'affermissement d'un mouvement « patriotique et civique », véritable pendant de gauche du MLN, réunissant 600 000 adhérents en 1944 et appuyé sur les valeurs et principes exprimés par le Conseil National de la Résistance.

**Édouard Sill**, docteur en histoire contemporaine diplômé de l'EPHE. Chercheur associé au CHS–Mondes Contemporains (UMR 8058)

## Bibliographie

Claire Andrieu, « Le programme du CNR dans la dynamique de construction de la nation résistante », *Histoire@Politique*, vol. 24, no. 3, 2014, pp. 5-23.

François Marcot, Bruno Leroux et Christine Levisse-Touzé (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, Robert Laffont, 2006.

Michel Margairaz « PCF et CNR, un double rapprochement insolite », *Cause commune* n° 14/15, janvier/février 2020.

Daniel Virieux, « Le front national de lutte pour la liberté et l'indépendance de la France : un mouvement de résistance. Période clandestine (mai 1941-août 1944) », Thèse de doctorat soutenue sous la direction de Claude Willard, Université Paris 8 - Vincennes - Saint-Denis, 1996.

## Chronologie

11 janvier : Le représentant du PCF auprès du général de Gaulle, Fernand Grenier, arrive à Londres

14 janvier : Conférence interalliés à Anfa (Maroc)

24 janvier : Départ de Compiègne du convoi dit « des 31000 » à destination d'Auschwitz-Birkenau

2 février : Capitulation de la 6<sup>e</sup> armée allemande à Stalingrad

5 février: Libération à Alger de 27 députés communistes incarcérés depuis 1940

21 février : de Gaulle demande la formation d'un Conseil National de la Résistance

16 février : instauration du STO, Service du travail obligatoire

1er mars : Première publication du poème *La rose et le Réséda* de Louis Aragon

17 avril : Accord du Perreux, réunification de la CGT

13 mai : Capitulation des forces de l'Axe en Tunisie

27 mai : Première réunion du CNR à Paris

25 juillet : Mis en minorité par le Grand Conseil du Fascisme, Mussolini est arrêté sur ordre du roi d'Italie

3 juin : De Gaulle crée à Alger le Comité Français de la Libération Nationale (CFLN), organe de gouvernement provisoire

15 mai : La Troisième Internationale s'autodissout sur ordre de Staline (décision rendue publique le 22 mai)

21 juin : Arrestation de Jean Moulin à Caluire

17 août : Assassinat du cadre communiste Eugen Fried par la Gestapo

3 septembre : Capitulation italienne, dit «Armistice du 8 septembre »

9 septembre - 4 octobre : Insurrection et libération de la Corse

28 septembre : Exécution par des FTP-MOI du responsable allemand du STO en France

14 octobre : André Marty arrive à Alger pour représenter le PCF

3 Novembre : Création de l'Assemblée consultative provisoire d'Alger

29 décembre : Création des FFI par l'unification de l'Armée Secrète et des FTPF